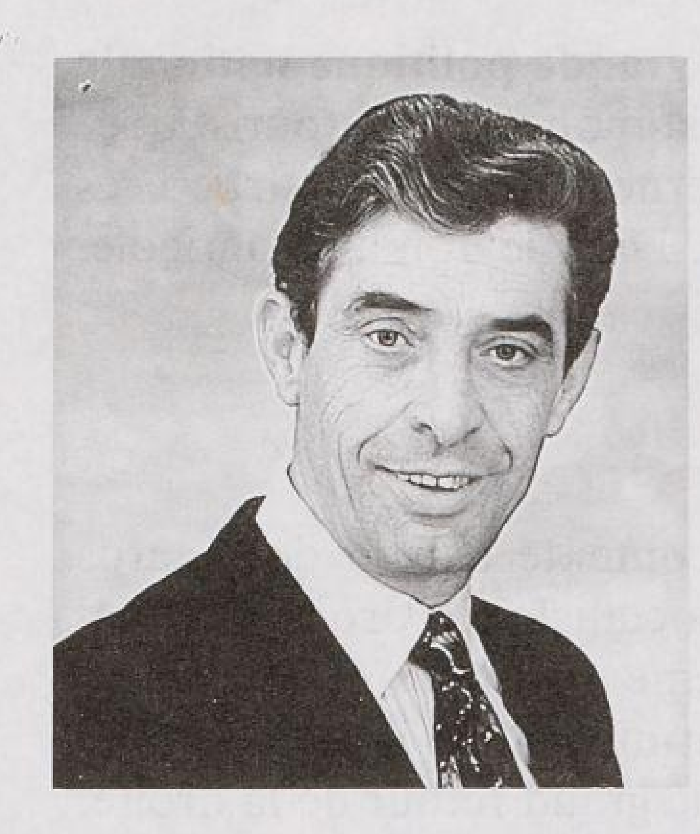


ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DES 21 ET 28 MARS 1993

1re circonscription de la Corse du Sud

Candidat pour rassembler à Gauche

présenté par la Fédération de la Corse du Sud du PCF

Paul BORELLI

Conseiller général
Conseiller municipal d'Ajaccio

Remplaçante éventuelle

Julie GAFFORY

Chers concitoyens,

Chômage, austérité, déstabilisation frappent de plein fouet notre pays. La Corse n'est pas épargnée.

Contrairement à ce qu'affirment les hommes du pouvoir actuel aussi bien que ceux qui s'apprêtent à l'exercer, **le chômage n'est pas fatal. Il n'est pas la rançon inévitable du gigantesque essor des sciences et des techniques.** Vieille rengaine ! Depuis 150 ans, trois révolutions industrielles et les luttes des travailleurs ont fait la démonstration que « lorsqu'une machine apparaît, ce qu'il faut jeter à la rue, ce ne sont pas les hommes mais les heures de travail ».

Face aux théoriciens de la fatalité du chômage qui, sous prétexte « de partager le travail » ne visent en fait qu'à partager la pénurie, **les communistes proposent une batterie de mesures** qui peuvent être mises en œuvre au cours de la prochaine législature : réduction légale de la semaine de travail à 35 heures sans diminution de salaire ; obligation pour les détenteurs de capitaux d'investir dans la production et non dans la spéculation ; humanisation des services publics par la création d'emplois dans les PTT, les hôpitaux, les transports, l'enseignement... ; application rigoureuse de la loi sur les licenciements sans reclassement préalable ; rejet des « diktats » du GATT et application de la clause de sauvegarde contre les effets nocifs de Maastricht.

Chers compatriotes,

La Corse est dans la zone des tempêtes. Baignant dans les eaux troubles des attentats, du chantage, du racket et de l'affairisme, notre île est devenue une « zone franche » de la vie sociale. La violence et le terrorisme (que la plupart des organisations nationalistes légales refusent de condamner) vont de pair avec une situation économique et sociale préoccupante.

La Corse ne veut plus être un pays assisté. Elle a autant besoin d'égalité que de différence. Le droit à sa forte identité ne s'oppose pas à son droit à l'égalité : la prise en compte de ces deux aspirations constitue le meilleur ancrage de notre peuple dans la communauté nationale française.

L'avenir de la Corse passe par l'avènement d'une grande politique nationale de progrès. Economiquement, il ne saurait reposer sur la monoactivité touristique. Il suppose la création d'un secteur industriel moderne et des infrastructures énergétiques nécessaires (gazoduc, centrale de Folelli). Dans le domaine agricole, il exige le rejet des dispositions nocives de la PAC.

Electeurs, Electrices,

Les 21 et 28 mars vous aurez à voter dans un contexte à bien des égards inédit. Forte de l'échec et du discrédit du pouvoir socialiste, la droite prétend prendre la relève en Mars pour accentuer cette même politique et mettre en œuvre un projet ravageur. Nous ne voulons pas continuer dans la voie choisie par les gouvernants actuels et, encore moins, accepter le grand retour de la droite. **Cette alternance sans alternative**, les **Français l'ont déjà expérimentée en 1986.**

Ce qu'il faut à ce pays, c'est l'élan d'une politique neuve, c'est une **alternative démocratique de progrès social.**

En votant pour le candidat communiste, même si vous ne partagez toutes ses options, vous manifesterez, d'un même mouvement, votre volonté de changement à gauche et votre opposition irréductible à la droite. Vous aiderez à la formation d'un pôle de transformation sociale.

Le candidat que je suis n'a pas d'autre ambition que d'aider à l'union des forces de progrès pour rendre une perspective à l'espoir.

Paul BORELLI